

FORMULAIRE DE DEMANDE DE SUBVENTION
TYPE D'OPÉRATION 4.3.3 DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL
LANGUEDOC ROUSSILLON 2014 - 2022

**SOUTIEN AUX INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES : EXTENSION, CRÉATION DE RÉSEAUX ET
D'OUVRAGES DE STOCKAGE EN REPOSE A LA SECHERESSE ET AU CHANGEMENT CLIMATIQUE —
VOLET COLLECTIF**

Le présent formulaire de demande d'aide une fois complété constitue, avec l'ensemble des justificatifs joints par vos soins, le dossier unique de demande d'aide pour l'ensemble des financeurs publics potentiels.
Avant de remplir cette demande, lisez attentivement la notice d'information d'accompagnement du présent formulaire.
Transmettez l'original de ce formulaire, accompagné des pièces complémentaires.

OÙ FAIRE PARVENIR VOTRE DOSSIER ?	RÉGION OCCITANIE 201 AVENUE DE LA POMPIGNANE 34 064 MONTPELLIER CEDEX 2 ATTENTION, POUR BÉNÉFICIER DU FINANCEMENT DES DÉPARTEMENTS, LEUR ADRESSER IMPÉRATIVEMENT UNE COPIE DU FORMULAIRE
INTITULE DU PROJET	<input type="text"/>
NOM DU DEMANDEUR	<input type="text"/>

Pour ce dernier appel à projets de la programmation FEADER 2014-2022, et en raison des exigences de fin de gestion, des conditions supplémentaires s'appliquent à cet appel à projet :

- 1. les projets devront être intégralement réalisés** (c'est-à-dire l'achèvement physique de l'opération et dernier acquittement) **au plus tard le 01/10/2024**, sauf cas exceptionnel dûment argumenté à traiter avec le service instructeur
- 2. le périmètre du projet de création ou d'extension ne pourra s'étendre sur plus de 200 hectares**
- 3. lors du dépôt de la demande d'aide, il sera exigé :**
 - * **une étude au stade avant projet (AVP)**
 - * **l'avis de l'autorité environnementale** pour les projet de plus de 100 hectares soumis à une instruction cas par cas
 - * **que la maîtrise d'ouvrage soit constituée:** la création de l'ASA ou son extension devront être effectives

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR (PERSONNE PHYSIQUE)

N° SIRET :
attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises

N° PACAGE :
Concerne uniquement les agriculteurs

en cours d'immatriculation

CIVILITE : (le cas échéant) Madame Monsieur

NOM et PRENOM du demandeur :

NOM COMMERCIAL le cas échéant :

Né(e) le :

Adresse postale du demandeur :

Code postal : Commune :

Téléphone : Fixe : mobile :

Mél :

Adresse site internet :

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR (PERSONNE MORALE)

N° SIRET :
attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises

N° PACAGE :
Concerne uniquement les agriculteurs

en cours d'immatriculation

STATUT JURIDIQUE : (préciser)

RAISON SOCIALE :

NOM COMMERCIAL le cas échéant :

Adresse postale du demandeur :

Code postal : Commune :

Téléphone : Fixe mobile

Date de création de l'entreprise : Code APE :

Adresse site internet :

NOM et PRENOM du représentant légal :

NOM et PRENOM du responsable du projet si différent :

Téléphone : Fixe

mobile

Mél :

COORDONNÉES DU COMPTE BANCAIRE SUR LEQUEL LE VERSEMENT DE L'AIDE EST DEMANDE

Veuillez donner ci-après les coordonnées du compte choisi pour le versement de cette aide et joindre un RIB :

N° IBAN

BIC

IDENTIFICATION DU PROJET

Libellé et descriptif du projet

Déroulement du projet :

Date prévue de début de projet : (jour, mois, année)

Date prévue de fin de projet : (jour, mois, année)

Pour tous les projets :

Localisation du projet : Identique à la localisation du siège du demandeur

Sinon, merci de préciser l'adresse :

Code postal :

Commune :

Principales productions agricoles concernées par le projet :

Le projet se situe-t-il en zone de montagne ou en zone défavorisée : oui non

Zones visées à l'article 32 du règlement (UE) n°1305/2013

Superficie prévisionnelle irriguée par le projet (hectares) :

Rappel : le périmètre du projet de création ou d'extension ne pourra s'étendre sur plus de 200 hectares

Consommation annuelle prévisionnelle (volumes bruts – en m³/an) :

Localisation du (des) point(s) de prélèvement(s) (cours d'eau, commune, lieu-dit) :

Prélèvement dans une masse d'eau superficielle (y compris nappe alluviale d'accompagnement)

Utilisation d'eaux usées recyclées

Sous bassin versant concerné par le projet :

Masse(s) d'eau concernée(s) (nom, code masse d'eau) :

Masse(s) d'eau en état moins que bon en raison d'une pression de prélèvements : oui non
(voir carte en annexe 1)

Si la masse d'eau sollicitée par le projet est en état moins que bon en raison d'une pression de prélèvements (voir annexe 1) :

Volumes prévisionnels économisés sur la même masse d'eau (m³/an) :

ou

Remplacement d'un ancien périmètre irrigué (RGA 2010) sur la même masse d'eau :

Identification de l'ancien périmètre irrigué (surfaces concernées, localisation...) et justification de son abandon :

Identification du périmètre irrigué en remplacement (surfaces concernées, localisation...) :

ou

Masse d'eau alimentée à partir d'un réservoir :

Identification du réservoir :

Réservoir existant recensé dans le SDAGE : oui non

Réservoir en état moins que bon en raison d'une pression de prélèvements (voir annexe 1) : oui non

Volumes disponibles dans ce réservoir :

NB : Les éléments fournis doivent être étayés par les résultats d'une étude menée par une structure compétente

Veillez sélectionner votre catégorie de projet :

1 – Projets de création ou d'extension de réseau d'irrigation

2 – Projets de création d'ouvrage de stockage collectif et réseaux d'irrigation associés :

Volume prévisionnel de l'ouvrage de stockage (m³) :

Période de remplissage de l'ouvrage de stockage :

CRITÈRES DE SÉLECTION

Principes de sélection fixés dans le PDR	Critères de sélection soumis au Comité de suivi	Pondération	Si oui, cocher la case	Pièce à fournir / Donnée à renseigner
Ratio volume d'eau (en m3) / hectare irrigué	Consommation annuelle inférieure ou égale à 1000 m3/ha	50	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/> m ³ /ha <i>A justifier dans l'étude préalable</i>
Ratio coût de l'investissement / hectare irrigué	- Projets localisés en zone de montagne dont le ratio est supérieur ou égal à 3 600 €/ha et inférieur à 6 000 €/ha, - Autres projets dont le ratio est supérieur ou égal à 3 000 €/ha et inférieur à 5000 €/ha	20	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/> €/ha <i>A justifier dans l'étude préalable</i>
	- Projets localisés en zone de montagne dont le ratio est supérieur ou égal à 6000 €/ha et inférieur à 9 600 €/ha, - Autres projets dont le ratio est supérieur à 5 000 €/ha et inférieur ou égal à 8 000 €/ha	50	<input type="checkbox"/>	
	- Projets localisés en zone de montagne dont le ratio est supérieur ou égal à 9 600 €/ha et inférieur à 12 000 €/ha, - Autres projets dont le ratio est supérieur à 8 000 €/ha et inférieur ou égal à 10 000 €/ha	10	<input type="checkbox"/>	
Rentabilité économique du projet (en nombre d'années pour avoir un retour sur investissement)	Projets compris entre 4 et 6 ans (inclus) pour avoir un retour sur investissement (avec subventions)	10	<input type="checkbox"/>	Retour sur investissement : <input type="text"/> ans <i>A justifier dans l'étude préalable</i>
	Projets compris entre 7 et 8 ans (inclus) pour avoir un retour sur investissement (avec subventions)	50	<input type="checkbox"/>	
	Projets compris entre 9 et 10 ans (inclus) pour avoir un retour sur investissement (avec subventions)	20	<input type="checkbox"/>	
Priorité donnée aux secteurs les plus touchés en région par le stress hydrique (évalué à partir du croisement des données climat, sol, culture) *	Sol : le projet est en niveau de stress 1	50	<input type="checkbox"/>	<i>Voir carte en annexe 2A</i>
	Sol : le projet est en niveau de stress 2	20	<input type="checkbox"/>	
	Sol : le projet est en niveau de stress 3	10	<input type="checkbox"/>	
	Evapotranspiration Potentielle (ETP) - Pluviométrie: le projet est en niveau de stress 1	50	<input type="checkbox"/>	<i>Voir carte en annexe 2B</i>
	ETP – Pluviométrie: le projet est en niveau de stress 2	20	<input type="checkbox"/>	
	ETP –Pluviométrie: le projet est en niveau de stress 3	10	<input type="checkbox"/>	
Projet tenant compte de la valeur ajoutée de l'irrigation en fonction du type de production *	Le maraîchage / l'arboriculture / l'horticulture/ les PPAM représentent plus de 50% des surfaces du projet	30	<input type="checkbox"/>	Part des surfaces à vocation arboricole, maraîchère, horticole ou PPAM : <input type="text"/> % <i>Fournir un plan cadastral indiquant l'occupation du sol sur la zone impactée par le projet</i>

	Plus de 50% des surfaces appartiennent à une filière organisée de commercialisation (coopérative de producteurs, ...)		30	<input type="checkbox"/>	Part des surfaces rattachées à une filière organisée de commercialisation : <input type="text"/> % <i>Fournir un justificatif indiquant ce rattachement</i>
Lorsque le projet de création/d'extension du périmètre irrigué est couplé à des économies d'eau sur la même masse d'eau, priorité donnée aux projets qui engendrent les économies d'eau les plus importantes par rapport à l'atteinte des objectifs DCE (ratio volume d'eau économisé au total sur économies d'eau nécessaire pour l'atteinte des objectifs DCE)	Volumes d'économies d'eau prévisionnels du projet global rapportés aux économies d'eau à réaliser selon le résultat de l'EVP	≥ 50 %	100	<input type="checkbox"/>	Economies d'eau prévisionnelles : <input type="text"/> m ³ <i>(à justifier dans l'étude préalable)</i> <i>La donnée relative aux EVP sera renseignée par le service instructeur.</i>
		< à 50 % et ≥ à 30 %	50	<input type="checkbox"/>	
		< à 30 % et ≥ 10 %	30	<input type="checkbox"/>	

(*) possibilité de cumul des différents critères

Note minimum : 180 points

DÉPENSES PRÉVISIONNELLES

Pour les porteurs de projets soumis à la réglementation Marchés Publics, remplir l'annexe « Marchés Publics » et joindre les pièces correspondantes.

Pour les porteurs de projets non soumis à la réglementation des Marchés Publics :

Veuillez faire figurer sur chaque devis une numérotation des investissements présentés dans l'appel à projet (numéro d'ordre 01 à 99).

Attention : Justification des coûts à préciser obligatoirement selon les modalités suivantes :

Fournir :

- Pour les dépenses inférieures à 1 000 € HT : la fourniture d'un devis n'est pas obligatoire
- Pour les dépenses d'un montant inférieur à 3 000 € HT : 1 devis
- Pour les dépenses d'un montant compris entre 3 000 € HT et 90 000 € HT : 2 devis détaillés (de 2 fournisseurs différents)
- Pour les dépenses d'un montant supérieur à 90 000 € HT : 3 devis détaillés (de 3 fournisseurs différents)

Les devis doivent mentionner le taux de TVA et montants HT et TTC. Les devis doivent être précis et faire référence à un intitulé de matériel éligible.

a) Dépenses matérielles (travaux, installations, équipements...)

Nature, type, poste de dépenses	Montant HT
<input style="width: 90%;" type="text"/>	<input style="width: 80%;" type="text"/> €
<input style="width: 90%;" type="text"/>	<input style="width: 80%;" type="text"/> €
<input style="width: 90%;" type="text"/>	<input style="width: 80%;" type="text"/> €
<input style="width: 90%;" type="text"/>	<input style="width: 80%;" type="text"/> €
<input style="width: 90%;" type="text"/>	<input style="width: 80%;" type="text"/> €

b) Frais généraux :

- **études préalables** (jusqu'à la phase PRO incluse des missions de maîtrise d'oeuvre)
- **assistance à maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, interventions complémentaires** (dans la limite de 12% du montant des dépenses éligibles)

Nature, type, poste de dépenses	Montant HT
<input style="width: 90%;" type="text"/>	<input style="width: 80%;" type="text"/> €
<input style="width: 90%;" type="text"/>	<input style="width: 80%;" type="text"/> €
<input style="width: 90%;" type="text"/>	<input style="width: 80%;" type="text"/> €
<input style="width: 90%;" type="text"/>	<input style="width: 80%;" type="text"/> €

c) Investissements immatériels (dépenses de prestations externes liées au suivi d'essai longue durée des forages) :

Nature, type, poste de dépenses	Montant HT
<input style="width: 90%;" type="text"/>	<input style="width: 80%;" type="text"/> €
<input style="width: 90%;" type="text"/>	<input style="width: 80%;" type="text"/> €

TOTAL GÉNÉRAL DES DÉPENSES PRÉVISIONNELLES [a+b+c]	Montant HT <input style="width: 80%;" type="text"/> €
--	--

A Financement d'origine publique

Financiers publics sollicités	Montants en €	Sollicité dans le cadre de la présente demande	Sollicité dans le cadre d'une autre demande	obtenu
Région	<input type="text"/> €	<input type="checkbox"/>		
Département _____	<input type="text"/> €	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres (Commune(s), PNR, EPCI, etc)	<input type="text"/> €	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/> €	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/> €	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

PNR : parc naturel régional, EPCI : établissements publics de coopération intercommunale

Financements européens (FEADER) sollicités (63 % de la dépense publique)	<input type="text"/> €
---	------------------------

Sous-total financeurs publics	<input type="text"/> €
--------------------------------------	------------------------

B Autofinancement

Autofinancement :	
Emprunt (a)	<input type="text"/> €
Auto – financement (b)	<input type="text"/> €
Sous-total apport du maître d'ouvrage (a + b)	<input type="text"/> €

TOTAL = A + B

TOTAL général = coût du projet	<input type="text"/> €
---------------------------------------	------------------------

DÉLAIS ET RÉALISATION

Les projets déposés dans le cadre de cet appel à projets devront être intégralement réalisés (c'est-à-dire l'achèvement physique de l'opération et dernier acquittement) au plus tard le 30/08/2024 sauf cas exceptionnel dûment argumenté à traiter avec le service instructeur.

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Je soussigné
agissant en qualité de

SOLLICITE une aide financière auprès de chaque organisme cité dans le tableau « plan de financement » en p.8 de ce présent formulaire.

(veuillez cocher les cases)

Je déclare et j'atteste sur l'honneur :

- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes ;
- ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma demande pour financer mon projet ;
- avoir pris connaissance que ma demande d'aide fera l'objet d'une sélection par appel à projet et pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités ou aux critères définis régionalement et/ou au motif que mon projet n'atteint pas le seuil de sélection ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à cette mesure ;
- respecter les conditions d'éligibilité décrites dans le cahier des charges de l'appel à projet ;

Je m'engage :

- à réaliser l'action pour laquelle l'aide est sollicitée ;
- à informer le service instructeur de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure ou du projet, pendant toute la durée de réalisation de l'opération ;
- à fournir toute pièce complémentaire utile pour instruire la demande et suivre la réalisation de l'opération ;
- à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet », et notamment, pour les exploitations agricoles, de prêts bonifiés ;
- à obtenir avant la réalisation du projet l'ensemble des autorisations administratives nécessaires à sa réalisation (permis de construire, ICPE,...) ;
- à informer le public du soutien de l'Union européenne, conformément à la réglementation applicable
- à me soumettre à tout contrôle sur place, sur pièces, communautaire et national, et à conserver et permettre l'accès aux pièces probantes pendant les 5 années (3 pour les exploitations agricoles) suivant le paiement final de l'aide relatif au projet ;
- à conserver pendant une période de 10 ans à compter du dernier paiement de l'aide tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses ;
- à conserver mes déclarations de redevance Agence de l'Eau ou mes factures de consommation d'eau pendant une période de cinq années (3 pour les exploitations agricoles) à compter du paiement final de l'aide ;
- à respecter le cas échéant, les obligations réglementaires relatives à la pérennité des opérations conformément à l'article 71 du règlement UE n°1303/2013, telles qu'elles seront précisées dans la décision juridique d'attribution de l'aide
- à respecter les obligations en matière de droit de la commande publique pour les structures publiques ou les organismes qualifiés de droit public au sens de l'ordonnance n°2015-899.

Je suis informé(e) :

- qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes engagements, le remboursement total ou partiel des sommes perçues pourra être exigé, éventuellement assorti de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur ;

que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'État est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide Feader ou Feaga. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'État compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi «informatique et libertés» n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant ;

que l'ensemble des informations recueillies dans le présent formulaire font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de mon dossier de demande d'aide et à l'évaluation. Les destinataires des données sont l'Agence de services et de paiement (ASP), le Ministère en charge de l'agriculture et la Région Occitanie. Conformément à la loi « informatique et libertés » n° 78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant. Si je souhaite exercer ce droit et obtenir communication des informations me concernant, je peux m'adresser à la Région Languedoc-Roussillon.

Fait à le

Nom / prénom / qualité du représentant légal de la structure

Signature(s) du demandeur (avec le cachet de la structure)

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise

je n'autorise pas⁽²⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽²⁾ Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales (à titre d'exemple : vérification du respect du taux d'aide publique).

PIÈCES À FOURNIR

Pièces à fournir	Pièces jointes au dossier ¹	Sans objet ²	Cadre réservé à l'administration NE RIEN INSCRIRE
Pour tous les porteurs de projets			
Exemplaire original du présent formulaire de candidature complété, signé et daté	<input type="checkbox"/>		
Si vous n'avez pas de n° SIRET au moment du dépôt du dossier, fournir le récépissé du CFE	<input type="checkbox"/>		
Preuve d'identité : <i>Personne physique :</i> Pièce d'identité (carte nationale d'identité ou passeport en cours de validité <i>Personne morale (hors collectivités, leurs groupements et les établissements publics) :</i> statuts ou PV assemblée générale ou pièce d'identité (carte nationale d'identité ou passeport) en cours de validité du représentant légal de la structure Rappel : la maîtrise d'ouvrage doit constituée : la création de l'ASA ou son extension doivent être effectives	<input type="checkbox"/>		
Relevé d'identité bancaire ou postal (IBAN) portant le tampon de la structure dans le cas d'un RIB d'une trésorerie	<input type="checkbox"/>		
<u>Porteur de projet de droit public et soumis à l'ordonnance n°2015/899 :</u> Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles et du respect des règles de la commande publique : remplir l'annexe « marché public » et joindre les pièces correspondantes	<input type="checkbox"/>		
<u>Pour les porteurs de projets non soumis à l'ordonnance n° 2015/899 :</u> Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles : - Dépenses < 3 000 € HT : fournir un devis détaillé - Dépenses comprises entre 3 000 € et 90 000 € HT : fournir 2 devis détaillés de fournisseurs différents - Dépenses > 90 000 € HT : fournir 3 devis détaillés de fournisseurs différents	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Preuve de la présence d'un système de mesure de la consommation d'eau fonctionnel (photo, attestation,...) ou Intégration du système de mesure dans le projet	<input type="checkbox"/>		
Plan de situation permettant de localiser le projet et le(s) point(s) de prélèvement	<input type="checkbox"/>		
Avis favorable de la Commission Locale de l'Eau (CLE) – si elle existe, ou Cohérence avec le Plan de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE) – si il existe ou Avis favorable du CDE (Comité Départemental de l'Eau) ou à défaut de la DDT(M)	<input type="checkbox"/>		
Analyse environnementale montrant l'absence d'incidence négative pour l'environnement (voir notice) ou Etude d'impact <i>Pour les projets soumis suite au dépôt du dossier d'examen au cas par cas et pour les projets énumérés dans le tableau de l'art. R.122-2 du code de l'environnement</i> ou Etude d'incidence, si exigée dans le cadre de la loi sur l'eau	<input type="checkbox"/>		

1 Mettre une croix pour chaque pièce jointe au dossier

2 Mettre une croix dans la case, si vous n'êtes pas concerné par la pièce demandée

Avis de l'autorité environnementale pour les projet de plus de 100 hectares soumis à une instruction cas par cas	<input type="checkbox"/>		
Pour tous les porteurs de projet, le cas échéant			
Preuve que le demandeur a ou aura le droit d'effectuer les travaux sur des terrains ou des immeubles ne lui appartenant pas (→ autorisation du propriétaire des terrains de réaliser les aménagements)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Déclaration ou autorisation de prélèvement au titre de la loi sur l'eau <i>Si le projet relève de l'application de la loi sur l'eau (art. L214-1 et suivants du Code de l'environnement)</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Attestation permettant de démontrer que le bénéficiaire est en règle de la redevance Agence de l'Eau	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<i>Pour la (ou les) structure(s) économiques(s) dont les parcelles constituent plus de 25% des surfaces du projet et/ou au moins 20 ha du projet :</i> Démonstration de la valeur ajoutée de l'irrigation par rapport aux produits recherchés, aux marchés ciblés et à l'existence de débouchés : Projet Stratégique d'Entreprise (PSE) intégrant la problématique de l'amont et donc de l'irrigation tout en faisant le lien avec l'aval (cf. Annexe 3 - Repères pour la présentation d'un Projet Stratégique d'Entreprise)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Présentation du projet d'économies d'eau et attestation d'engagement à réaliser plus de 50% des économies d'eau potentielles <i>ou</i> Justification du remplacement d'un ancien périmètre irrigué sur la même masse d'eau référence RGA 2010) <i>ou</i> Etude identifiant un réservoir présentant de la disponibilité en amont de la masse d'eau sollicitée <i>Si l'investissement a une incidence sur une masse d'eau en état moins que bon en raison d'une pression de prélèvements (voir annexe 1)</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Délégation éventuelle de signature du porteur de projet	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Documents de sollicitation (courrier, formulaire, ...) des financeurs publics et privés sollicités hors du présent appel à projets (Cf. point (a) du « Plan de financement prévisionnel du projet »)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Pour une collective ou un groupement de collective (dont ASA)			
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement et autorisant le maire ou le président à solliciter la subvention	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Statuts et le cas échéant arrêté préfectoral	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Pièces constitutives du dossier de marché public (listées dans l'annexe « marchés public»)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Pour une société ou une entreprise privée			
Extrait Kbis ou inscription au registre ou répertoire concerné	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Délibération du Conseil d'Administration relative au projet	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Statuts actualisés de la société	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Projets de création ou d'extension de réseau d'irrigation			
Etude préalable à l'échelle de l'infrastructure hydraulique présentant le projet de niveau AVP	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Projets de création d'ouvrage de stockage collectif et réseaux d'irrigation associés			
Etude préalable à l'échelle de l'infrastructure hydraulique présentant le projet et montrant qu'aucune autre solution collective d'accès à l'eau n'est envisageable avec un coût/efficacité acceptable de niveau AVP	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Plan de gestion de la retenue précisant les modalités et les périodes de remplissage, validé par la DDT(M) (voir notice)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Analyse géotechnique (voir notice)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Pièces relatives aux critères de sélection			
Démonstration de la rentabilité économique du projet et délais de retour sur investissement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Cartographie du projet : les données géographiques représentant les parcelles impactées par le projet doivent être fournies au format SIG respectant les caractéristiques suivantes : - une seule couche SIG de type vecteur comprenant les polygones des parcelles impactées, - format shapefile ou kml, compressé dans zip - projection Lambert 93	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	